

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 4 - 1 FRANC - 27. 5, 1971

la république

contre

les travailleurs

LA REPUBLIQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS

M. Louis Dreyfus, P.D.G. de Renault, adjure les ouvriers de ne pas piacer son entreprise dans une situation catastrophique. Le bureau politique de l'U.D.R. les supplie de ne pas « sclériser la branche sur laquelle ils sont assis ». La droite conservatrice espère que les travailleurs redécouvriront la « joie de l'effort » et « l'esprit de sacrifice ».

Les uns et les autres se moquent du monde. Pourquoi l'ouvrier se soucierait-il de l'avenir d'une entreprise qui le traite comme le simple rouage d'une machine, qui ne se préoccupe ni de sa sécurité ni de sa santé, qui veut par-dessus tout et simplement en tirer le maximum de profit ? Et pourquoi prendrait-il garde à la prospérité de sa patrie ? Lorsqu'il était propriétaire de son métier et qu'il avait part aux propriétés collectives de sa profession, l'ouvrier ressentait toute atteinte à sa patrie comme une menace directe sur ce qu'il possédait. Depuis que la République existe, plus rien ne rend concret le lien qui l'unit à sa patrie : il la voit comme une abstraction gérée par cette autre abstraction qu'est l'Etat républicain. Pourquoi se sacrifierait-il pour des choses qu'il ne ressent point ? Alors il revenne, pour lui et pour ses camarades, pour la petite communauté qu'il a su recréer en dépit de tout. Il veut un peu plus d'argent, un peu moins de travail, un peu plus de repos. Qui oserait le lui reprocher ? Le malheur est que cet argent ira dans la poche de ceux qui manient à la perfection la « persuasion clandestine », que le repos chèrement obtenu se transformera en consommation de loisirs frelatés, que le temps libre durement acquis

se convertira en heures supplémentaires ou en travail noir. Exploité dans son entreprise, exploité par la société, l'ouvrier est toujours le prolétaire « campé aux portes de la cité » que dépeignait Maurras.

Alors il faudra bien un jour ne plus se contenter de demi-mesures et prendre la question sociale à bras-le-corps. Certes, l'Action Française n'a jamais méprisé la lutte au jour le jour et les bienfaits que pouvaient en retirer les travailleurs. Mais pour que cesse l'exploitation, pour que l'ouvrier français retrouve dans la société française la place qui lui est due, il faudra s'engager dans la voie de profonds bouleversements politiques, mais aussi économiques et sociaux. La Monarchie que nous voulons sera, disait Maurras, « hiérarchique, syndicaliste et communautaire ». C'est-à-dire qu'elle remplacera le capitalisme et son dernier avatar, la société de consommation, par une civilisation de la qualité. C'est-à-dire que le syndicalisme aura son rôle à jouer dans la gestion des entreprises et que les communautés reconstituées permettront la protection des travailleurs et leur accession à une propriété effective. Cela signifie enfin que la monarchie permettra la promotion d'une classe sociale trop longtemps rabaissée. Le jour où cela sera réalisé, les ouvriers retrouveront tout naturellement le sens de l'entreprise et de la Nation. Mais pas avant. Que M. Dreyfus, l'U.D.R. et les autres en prennent conscience. S'ils le peuvent.

Bertrand RENOUVIN.

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - ABONNEZ-VOUS - LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE ABO

NOM

PRENOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement d'un an (52 n.) à la N. A. F. verse la somme de 30 Frs.

CCP : D.A.F. 1898-45 Paris 17, rue des Petits Champs Paris 1er.

ABONNEZ-VOUS - LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - ABONNEZ-VOUS - LA NOUVELLE ACTION

CRISE MONETAIRE

LA NATION ET L'UNIVERSEL

Jacques DELCOUR.

Crise monétaire, crise de confiance. La décision prise par les instances communautaires d'autoriser deux Etats membres de l'Europe des Six de recourir désormais aux taux de change flottants a radicalement bouleversé l'équilibre des rapports économiques à l'échelle mondiale. Un effet de souffle, comparable à celui d'une bombe atomique, a définitivement balayé le système monétaire international.

Instauré par les accords de Bretton-Woods en 1944, celui-ci fonctionnait depuis fort longtemps de façon dangereuse et la gravité de la crise qui l'affecte depuis plus de dix ans n'avait pas manqué d'être maintes fois dénouée. Les dernières conférences monétaires de Stockholm avaient pu masquer l'étendue de l'échec du Fonds Monétaire International ; les difficultés permanentes n'en avaient pas été résolues pour autant. Faute d'avoir pu être réformé en temps opportun, c'est le système tout entier qui s'effondre, risquant d'entraîner dans sa ruine les pays qui en appliquaient les principes.

Par voie de conséquence, toutes les relations internationales se trouvent perturbées, les échanges commerciaux compromis, la construction européenne arrêtée. L'Europe monétaire dont la réalisation devait manifester concrètement la volonté des Six de progresser dans la voie de l'unification est définitivement bloquée. L'Europe « verte » est une nouvelle fois remise en question alors que les effets de la dévaluation de 1969 à l'égard de nos agriculteurs n'ont pas encore tous été effacés. Comme l'exprime très justement M. Pierre Sudreau : « La solution adoptée à Bruxelles est la pire de

toutes. Le Far West des spéculateurs remplace désormais le système monétaire international. »

On peut mesurer ainsi facilement la réalité de l'interpénétration des relations entre les Etats qu'aucun événement étranger ne saurait laisser aujourd'hui indifférents. L'autarcie, le repli sur soi et la solitude orgueilleuse semblent à notre époque incompatibles avec l'expression la plus efficace des intérêts nationaux sur la scène internationale. Il n'en demeure pas moins que la défense de ces derniers s'avère plus que jamais indispensable. La fragilité des institutions internationales est apparue en pleine lumière, tant dans le contexte occidental et atlantique que dans le strict cadre européen. Des années d'efforts de création d'institutions supranationales n'auront finalement servi qu'à mieux démontrer la supériorité de la nation dans la nature et dans les faits.

Peut-on sérieusement envisager de substituer aux communautés nationales des communautés organiques plus larges ? La réponse vient de nous être donnée et la démonstration ne souffre aucune discussion. La nation reste aujourd'hui la communauté temporelle la plus vaste possible qui possède une unité réelle et fournit à tous ceux qui en font partie les prestations qu'ils sont en droit d'attendre d'elle. C'est seulement à partir et autour d'elle que peut et doit s'organiser une coopération internationale qui pourra, dans ces conditions, se révéler pleinement positive. Refuge irremplaçable de toutes les valeurs qui tendent à échapper au désordre que le mondialisme secrète inévitablement, la nation est le seul fondement de l'ordre qui aspire à l'universel.

L'EGYPTE...

..après Nasser

La « personnalisation » du pouvoir propre aux pays décolonisés oblige l'analyste politique à scruter les moindres faits et gestes du leader en place. L'anecdote remplace l'analyse, et l'entretien d'un mythe masque les rouages du pouvoir. L'explosion de délire collectif consécutif à la mort de Nasser constitue l'exemple de cette déviation qui réduit la politique étrangère à un faisceau d'émotions ou de clichés. Pourtant, jamais les considérations géo-politiques n'ont pesé si lourd dans la balance. L'accord tacite entre les deux grands annule ou réduit les risques de convulsions brusques que tous les commentateurs craignaient après la mort du Raïs. Que le régime post-nassérien de M. Sadate soit un régime de transition, cela ne fait de doute pour personne. La lutte pour le contrôle de l'Egypte est déjà commencée. Ce qui dans d'autres pays ne serait que péripétie normale de la vie politique prend ici une importance capitale. L'Egypte, c'est le carrefour de trois continents, la clé de l'Océan Indien; c'est aussi le pays le plus peuplé du monde arabe autour duquel toutes les tentatives d'unité se sont nouées; c'est encore et surtout l'interlocuteur-adversaire privilégié d'Israël vers lequel l'histoire le pousse: l'Antiquité et le Moyen-Age sont remplis des conquêtes et incursions de l'un vers l'autre, sans distinction d'occupant et de peuple. Depuis des millénaires, les terres de Palestine et d'Egypte sont liées par les invasions et les conflits qui les déchirent périodiquement.

Par la magie du verbe, Nasser avait hissé son pays au niveau des grandes puissances. Ni la dépendance économique et militaire à l'égard des deux impérialismes américain et soviétique, ni la défaite face à Israël, pas plus que le marasme économique ou l'échec répété des essais d'unité arabe n'ont entamé aux yeux du monde arabe le mythe du Raïs. Malgré la faiblesse des options idéologiques de Nasser (résumées dans « Philosophie de la révolution »), la charge émotionnelle du rêve d'unité arabe est

encore suffisamment ardente pour que l'héritier réussisse là où le maître avait échoué. L'Egypte oscille sans cesse du repli nationaliste au fédéralisme arabe le plus audacieux. La récente évolution du monde arabe a représenté un atout sérieux pour l'édification de cette nouvelle unité: mise au pas des fedayin en Jordanie, prise du pouvoir par une équipe pro-nassérienne en Syrie à la faveur du vingt-deuxième coup d'Etat tenté dans ce pays depuis son indépendance.

Comme toutes les unions arabes, celle-ci relève de circonstances bien définies et non d'un principe absolu soudant de façon irrévocable les parties en cause. Cette alliance, née sous les auspices d'un socialisme arabe à la formulation imprécise, se révèle sous un jour conservateur qui plaide en faveur d'un statu quo fragile: caution du plan Rogers, ouverture aux capitaux étrangers, appel discret aux puissances occidentales (cf. voyage de M. Riad à Paris), réhabilitation des bourgeoisies nationales, etc. L'extrême gauche arabe ne s'y est pas trompée et crie à la trahison. La clause d'intervention militaire en cas de difficultés internes vise à décourager les velléités de coups de force venant des révolutionnaires ou des réactionnaires. Les deux courants se sont renforcés depuis peu: malgré le limogeage d'Ali Sabri, la gauche égyptienne reste puissante au sein de l'Union Socialiste Arabe, parti unique aux prétentions démesurées par rapport à son importance réelle. Quant à la confrérie secrète des Frères Musulmans (à laquelle Sadate appartient jadis) persécutée et toujours renaissante, elle poursuit inlassablement ses tentatives de noyautage du régime. Si l'armée représente une garantie pour le pouvoir, il est douteux que les jeunes officiers (surgira-t-il parmi eux un nouveau Nasser ?) entérinent une capitulation diplomatique et militaire travestie en retour à la paix. La mission Rogers au Caire marque une nouvelle étape: l'Egypte se veut encore phare du monde arabe.

Axel ALBERG.

..des coups de force

Une fois de plus, l'Egypte a résolu sa crise politique par un coup de force qui met fin, provisoirement, à une dualité de pouvoir, ou plutôt qui résout une compétition pour le pouvoir. Il est vrai que ce genre de dénouement est dans le droit fil de la tradition politique de ce pays. Sous l'ancien régime, le roi Farouk, « despote à la couronne en carton-pâte », chassait régulièrement les ministères formés à la suite d'élections où le parti majoritaire, le Wafd (nationaliste bourgeois) triomphait. Farouk lui-même fut victime de cette méthode en juillet 1952 quand les « officiers libres » (Nasser, Amer, Sadate, Sabri) imposèrent au monarque un gouvernement révolutionnaire. Au bout de quelques jours, les velléités de complot du souverain furent brisées par un ultimatum des officiers libres qui embarquèrent Farouk sur son yacht en direction de l'Europe.

Ce nouveau coup de force fut accompli avec la courtoisie et le respect qui caractérisent l'attitude de l'Egypte à l'égard du pouvoir, quel qu'il soit. Déjà la preuve était faite que le pouvoir est un et indivisible, surtout dans les Etats où le pouvoir, incontesté dans son principe l'est toujours dans la pratique. Les régimes bâtards ne survivent jamais longtemps: le général Neguib, militaire d'ancien régime installé aux fonctions de chef de l'Etat, allait en faire l'expérience. Les révolutionnaires avaient déjà brutalement chassé le Régent Méhanna (gouvernant au nom du petit Fouad II, fils de Farouk) qui avait la prétention de revenir aux mœurs politiques en vogue sous Farouk. Un régime qui se voulait révolutionnaire, c'est-à-dire démocratique (musclé) et anti-impérialiste (ce qui dans le cas de l'Egypte signifiait anti-anglais) ne pouvait tolérer de maintenir une monarchie dont l'origine étrangère et la soumission à l'égard de l'ex-colonisateur faisaient l'antithèse de leur pouvoir. En effet, pour la première fois depuis des siècles, sinon depuis des millénaires, l'Egypte allait être gouvernée par des Egyptiens et non par des étrangers installés dans le pays comme caste dominante.

La république proclamée, le conflit se déplaça; Neguib représentait à merveille les intérêts et les idées des couches liées à l'ancien régime: pachas, propriétaires fonciers, oulémas, etc. Nasser et les officiers libres, tous issus de la paysannerie

(fellahs) ou de la petite bourgeoisie possédaient un vernis occidentaliste qui leur fit adopter les idées alors en vogue: laïcisme en réaction contre la théocratie coranique, pourtant tempéré par la référence à l'Islam, socialisme vague et imprécis, en fait un capitalisme bureaucratique d'Etat, etc. Après quelques essais de résistance, Neguib fut contraint de se démettre. Avec lui, l'influence anglaise et les intérêts « féodaux » entraient en sommeil.

Désormais les conflits de pouvoir allaient se dérouler à l'intérieur du régime installé par les officiers libres (hormis l'influence non mesurable des Frères Musulmans). Les manœuvres des deux grands impérialismes comptèrent pour beaucoup dans les épisodes de la lutte pour le pouvoir. Américains et Soviétiques se partagèrent des coteries dont l'influence grandissait ou diminuait au gré des projets de Nasser. Les deux clans étaient symbolisés souvent de manière trop sommaire par Ali Sabri, « l'ami des Russes », et par Zacharia Mohieddine, jugé pro-américain inconditionnel, alors qu'il n'est qu'un ami discret. En fait, l'équation politique de l'Egypte se réduisit longtemps à trois forces équilibrées et neutralisées par la personnalité du président Nasser: l'armée, source originelle du pouvoir, dirigée par le beau-frère de Nasser, le maréchal Hakim Ali Amer, le parti unique aux multiples avatars, refuge des intellectuels de gauche et de la bureaucratie gouvernementale, enfin les divers services de renseignement, successivement organisés par des officiers nazis réfugiés, puis par des spécialistes du M.V.D. soviétique. Les deux guerres contre Israël ont contribué au renforcement de ce triple contrôle militaire, civil et policier qui a fait de l'Egypte l'Etat le plus totalitaire du Moyen-Orient.

La personnalité outrancière du pouvoir qui s'incarnait en Nasser, Raïs et Bikhachi pour les Egyptiens, maître d'un panarabisme conquérant et fier pour les masses arabes, a encore aidé à accroître ce poids d'un pouvoir d'Etat dont les moindres oscillations ont des répercussions étendues sur le plan international. La guerre des Six Jours a introduit des modifications importantes dans l'ordre du pouvoir: remaniement et transformation du parti unique, l'Union Socialiste Arabe qui jusque-là tournait à

vide; apparition d'une mentalité revancharde dans l'armée (suicide du maréchal Amer, sans doute à la suite d'un complot); renforcement de l'influence soviétique avec l'installation de bases de missiles et l'envoi de 20.000 conseillers. L'occupation d'une partie du territoire, la dégradation de la vie économique, l'apparition du phénomène palestinien ont contribué à une radicalisation politique. L'Egypte, sans renoncer expressément aux ambitions panarabes, se repliait sur elle-même, s'exaspérait dans un espoir fou de revanche.

L'accord tacite des U.S.A. et de l'U.R.S.S. a contraint à l'acceptation d'un plan de paix, qui, s'il humilie l'orgueil national, est secrètement approuvé par nombre de pays arabes à la suite de l'Egypte malgré les cris de trahison lancés par les Palestiniens et les franges gauchistes. La mort de Nasser a introduit une rupture de la trêve politique en anéantissant le seul élément fédérateur du régime qui, rendu à lui-même, ne peut que s'épuiser en luttes intestines. La diversité des intérêts intérieurs et le jeu des impérialismes rendent inévitables les conflits de forces et de personnes.

Voici plusieurs mots, dans une série d'articles, nous avions prévu les coups de force intervenus ces dernières semaines. La victoire du président Sadate n'est que provisoire. L'appui donné par l'armée, principale force organisée du pays, ne se conçoit que si une solution satisfaisante pour les intérêts égyptiens intervient. Le désir de Sadate de supprimer les « centres de pression » masque mal le recours aux forces les plus diverses: technocrates, fonctionnaires, militaires, bourgeoisie d'affaires. La situation désespérée de l'économie égyptienne exigeait un relâchement de l'état étatique, tout comme la pression croissante de la gauche nécessitait un recours à des forces conservatrices. La rentrée des Etats-Unis sur la scène arabe n'est sans doute pas étrangère à cette épuration massive, et le jeu de la « diplomatie parallèle » pourrait nous apprendre beaucoup sur les ressorts du coup de force. Quoi qu'il en soit, les convulsions politiques de l'Egypte ne sont pas terminées.

Pierre Villeroi

UNE A. F. CONQUÉRANTE

Patrice BERTIN.

france-
algerie

Samedi 8 mai, 16 heures, Faculté d'Assas. Devant cinq cents de ses cadres parisiens et provinciaux, la Nouvelle Action Française s'est attachée à définir les grandes lignes de sa stratégie universitaire, en rapport avec la stratégie royaliste globale. Marc-Henrin Perrin, secrétaire général des étudiants de Paris, démontra la nécessité d'une stratégie réelle afin d'intégrer efficacement les tactiques partielles et d'accentuer notre royalisation du pays universitaire. Bertrand Renouvin, membre du comité directeur de la N.A.F., lui succéda, analysant concrètement les différentes hypothèses du coup de force à partir des données sociologiques actuelles et annonçant la sortie prochaine d'un manifeste royaliste.

Francis Bertin, délégué général de l'U.N.L.A.C., mit l'accent sur la contestation nécessaire de l'enseignement démocratique, créateur d'une anticulture. Il ajouta, très applaudi, que l'U.N.L.A.C. ne cautionnerait jamais le « faux ordre » des « lycées-casernes » mais que, bien au contraire, il remplirait jusqu'au bout son rôle de « pépinière de militants du coup de force ».

Jean-François Cheneval, secrétaire des étudiants nantais, rappela l'énorme tâche de chaque militant dans notre volonté de « royaliser le pays », volonté qui nous place en dehors du romantisme fasciste ou gauchiste. Il conclut : « Messieurs, l'histoire nous tend les bras, à nous l'histoire ! » Gérard Leclerc, rédacteur en chef de la N.A.F., rappela ensuite notre position face aux gauchistes, distinguant le réel danger que cause la « révolution culturelle » de l'activisme folklorique de certains grou-

pes. Il définit ainsi notre riposte : « Maurras a répondu à l'Encyclopédie par une contre-encyclopédie, nous répondrons à la révolution culturelle par une contre-révolution culturelle ; il nous faut conquérir les intelligences. » Jean-Claude Bortel, secrétaire national étudiant, mit fin à la séance après que l'assistance eut entonné « La Royale ».

Dimanche 9 mai, 10 heures, rue de Rivoli. Sur rangs de trois, plusieurs centaines de militants de la N.A.F. ont défilé pour rendre hommage à Jeanne d'Arc, symbole de la tradition française et du nationalisme intégral. Après le dépôt d'une gerbe devant la statue par le comité directeur, le cortège s'est disloqué rapidement, aux cris de « Vive le roi, à bas la république ».

L'après-midi, dans ses locaux de la rue des Petits-Champs, la Nouvelle Action Française recevait une centaine d'anciens cadres royalistes. Jean Toubanc et Gérard Leclerc, membres du comité directeur, leur expliquèrent en quoi les nouvelles structures du mouvement d'Action Française leur permettront de s'intégrer efficacement dans nos objectifs de conquête du « pays réel ». Furent ensuite fixées des méthodes de travail et de gestion, résolument tournées vers l'avenir, non dans l'attente défensive d'un progrès de l'adversaire mais dans une optique résolument conquérante.

Ces deux journées d'étude et de propagande marquent notre volonté d'agir sans attendre et d'être efficaces. L'Action Française a un rôle immense à jouer dans la société d'aujourd'hui pour peu qu'elle veuille s'en donner les moyens. Et elle le fera.

La Nouvelle Action Française a précisé dans un communiqué en date du 12 mai sa position face à l'attitude du gouvernement dans l'affaire des pétroles d'Algérie.

Après neuf années au cours desquelles le gouvernement signataire des accords d'Evian a prétendu qu'une coopération loyale et fructueuse pouvait se développer entre la France et l'Algérie sur la base de ce texte, l'évolution des rapports franco-algériens a, au contraire, constamment démontré la nocivité de cette hypothèse utopique.

La Nouvelle Action Française

s'élève contre l'attitude du gouvernement algérien en ce qu'il persévère dans ses mesures de spoliation du patrimoine français en Algérie au mépris tant des droits de la France que de l'intérêt bien compris des populations algériennes.

Elle demande instamment au gouvernement français de réviser son attitude à l'égard de l'Algérie dont la place tenue par ce pays dans l'élaboration d'une politique méditerranéenne véritablement efficace doit être appréciée par rapport à l'intérêt national français en priorité.

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

REUNIONS

TROYES

Samedi 19 juin, à 20 h 30
« LE COUP DE FORCE »
 Conférence de M. le Bâtonnier
 Yves LEMAIGNEN
 Restaurant BUTAT, 50, rue de Turenne

NEUILLY

Mercredi 26 mai, à 20 h 45
**« UNE NOUVELLE ETAPE
 POUR L'ACTION FRANÇAISE »**
 par Yvan AUMONT
 3, av. de Madrid, chez Mme LUSINCHI

Cotisations. — Les cotisations à la Nouvelle Action Française sont mensuelles. Leur montant est de 2 % du salaire avec un minimum de 5 F. Les cotisations doivent être versées soit au trésorier de section, soit directement au siège.

Abonnements. — Nous demandons à tous nos amis de lancer une vaste campagne d'abonnements pour faire connaître notre hebdomadaire, en particulier auprès de toutes les personnes d'Action Française ayant cessé de militer au cours de ces dernières années.

Vente à la criée. — Des ventes à la criée doivent être organisées partout où des groupes d'amis de la Nouvelle Action Française se sont constitués. Cette forme de propagande est la plus efficace pour faire connaître notre hebdo. Nous commandons le nombre d'exemplaires désirés, ils vous seront facturés 0,40 F.

CERCLE VERGENNES

Le cercle Vergennes (affaires étrangères, questions européennes, francophonie, pensée de Maurras à l'étranger) vient de se constituer sous la direction d'Axel Alberg. Le cercle a déjà commencé à fonctionner et publiera articles dans la N.A.F. et A.F.U., études, etc. D'ores et déjà, des contacts ont été établis avec des organismes étrangers, ambassades, délégations et autres.

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits Champs

Abonnement 30 frs.

Directeur de la publication

IVAN AUMONT

Imprimerie spéciale de la
Nouvelle Action Française

LA SOUSCRIPTION — — — DE LA RENAISSANCE — —

Le lancement de la Nouvelle Action Française hebdomadaire, l'aménagement de nos locaux, l'indemnisation de nos amis ayant perdu leur situation nous coûtent de l'argent, beaucoup d'argent. Nos amis ont déjà répondu généreusement et cette deuxième liste de souscription le prouve. Mais nos besoins et nos projets sont nombreux. Alors, en avant pour la Nouvelle Action Française !

F. Briot, 50 F ; Fiess, 30 F ; de Montpeyroux, 70 F ; Hervé Catta, 100 F ; J.-C. Fréaud, 10 F ; Bourrez, 7 F ; F. Charriol, 20 F ; Hubert de Monneron, 1.000 F ; Marc Fillol, 20 F ; Hollender, 70 F ; Ch. de Maillard, 8 F ; J.-P. Seyler, 35 F ; Girardin, 50 F ; Ph. Villaret, 8 F ; Heintz, 50 F ; anonyme, 5.000 F ; G.-F. Wagner, 500 F ; en réponse à la campagne de calomnie, 1.000 F ; J.-P. Mestrallet, 270 F ; un Camelot du Roi depuis 1927, 200 F ; J. Cornu, 200 F ; Dulongdel, 470 F ; J.-P. Nicolas, 160 F ; Norbert Grane, 10 F ; Pascolo, 20 F ; Bertrand Lambert, 500 F ; Dr Steiner, 20 F ; J.-L. Vuillard, 15 F ; pour le procès d'Angers, 50 F ; Ozen, 10 F ; Arvis, 200 F ; J.-Y. Gourin, 20 F ; pour le procès d'Angers, 180 F ; Dutertre, 50 F ; quête au cortège Jeanne d'Arc, 69 F ; P. Arvis, 10 F.

Total de cette liste 10.482 F
 Total précédent 3.020 F
 Total général 13.502 F

ADHÉREZ A

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

17, rue des

Petits-Champs

Pais Ier.

742-21-93

métro : Opéra

Palais Royal

Bourse

Parking : Bourse

Bureaux ouverts

de 10h. à 12h.30

et de 1h h. à

20 h.

LA DEMOCRATIE DE PAUL VI

La lettre apostolique de Paul VI sur les questions sociales adressée au cardinal Maurice Roy à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de *Rerum Novarum* n'apprend rien qu'on ne sache déjà sur les orientations politiques du pape régnant. Toutefois, puisque ce document est appelé à être abondamment commenté et puisqu'il a le mérite de condenser en quelques pages ces orientations à propos des grands problèmes de notre temps, il nous a paru intéressant d'en présenter une analyse à nos lecteurs.

On ne sera pas surpris si nous formulons des réserves sérieuses sur les idées politiques de Paul VI. A diverses reprises, en particulier à propos de son discours à l'O.N.U., l'école d'Action Française avait été obligée d'exprimer certaines réserves sur une pensée qui trouvait ses sources dans la tradition démocrate chrétienne et les livres de philosophie politique de Jacques Maritain. La lettre apostolique ne rompt absolument pas avec cette tradition et les options de l'auteur d'*Humanisme intégral*. Hebdo T.C. ne s'y est pas trompé. Son directeur, M. Georges Montaron, triomphe : « Cette lettre, écrit-il, est le signe que nos expériences, avec leur cortège de succès et d'échecs, s'inscrivent dans la bonne direction. »

Ces « expériences » ne se limitent pas aux trente ans d'existence de « Témoignage Chrétien ». Ce sont celles de l'histoire de la démocratie chrétienne depuis Lamennais.

Polémique ? Procès d'intention ? Nous verrons qu'il n'en est rien. Mais avant de montrer sur quoi se fondent nos reproches, il n'est pas inutile de préciser quel point de vue nous aurons dans cette analyse. Ce point de vue est, bien entendu, politique. Cela signifie que nous lisons ce texte en

« techniciens » soucieux de confronter aux faits les propos du pape, sa façon d'envisager certains problèmes, éventuellement même son interprétation des idéologies contemporaines. On nous dira : mais le pape n'est pas un technicien de la politique. Pardon ! A l'O.N.U. il s'est présenté comme « expert en humanité ». Or cela ne signifiait rien, ou cela voulait dire qu'il entendait faire de la politique. Et il ne s'en est pas privé. Mais, continuera-t-on, si le pape fait de la politique, c'est uniquement du point de vue de ses fins suprêmes. Sur les questions techniques il ne veut pas prendre position.

En théorie, cela pourrait peut-être se tenir : en rester au niveau des principes. Mais la politique n'est pas théorique, elle est une pratique. Il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour le constater. Et une philosophie ou une morale qui se voudraient « politiques » tout en demeurant au niveau des principes les plus généraux se condamneraient à être sans prise sur le réel. Toute approche du domaine politique exige une véritable étude technique, sous peine de sombrer dans un moralisme de type kantien, c'est-à-dire purement formel.

Le théologien lui-même ne peut se priver d'une enquête philosophique et scientifique préalable pour pouvoir juger en connaissance de cause. Le pape en fournit la preuve dans ce document, ne serait-ce que lorsqu'il explique la nature des problèmes sociaux posés par l'évolution économique. On peut ne pas être d'accord sur son analyse technique et cela peut avoir de graves répercussions lorsqu'il s'agit de définir les grandes lignes d'une action politique pour notre temps.

Gérard LECLERC.

(A suivre.)

les charognards de Minute

MINUTE a publié dans son numéro du 12 mai une double page sur l'Action Française. L'hebdomadaire à scandale tente, à l'aide de ragots, de montrer que « la vieille maison, battue de tant d'orages, semble sur le point de s'écrouler ». Accumulant les contre-vérités, les attaques venimeuses d'ailleurs bêtes et méchantes contre les personnes, ce journal se montre égal à lui-même dans la bassesse et l'ignominie. Rassurons sa rédaction : la vieille maison ne s'écroule pas, elle est en train de revivre, de reconquérir. Elle a retrouvé son dynamisme d'antan.

N'empêche que les gens de l'avenue Marceau ont révélé à ceux qui

n'avaient pas encore compris leur jeu, leur véritable visage. Celui de charognards. L'illusion de piétiner le cadavre de l'Action Française les fait entrer en transes. Tant mieux, ils ne tromperont plus les honnêtes gens. On saura désormais qu'ils se moquent pas mal de ce pour quoi nous nous battons. On saura qu'ils n'hésitent pas à brandir les accusations les plus grossières (mao maurassisme...) contre les défenseurs de la patrie. On saura que ces gens sont prêts à tout pourvu qu'ils aient une chance de vendre leur sale papier.

Mais eux sauront bientôt que leur joie indécente était prématurée. La Nouvelle Action Française se chargera de le leur démontrer.

CADOUDAL Bi-centenaire 6 Juin

15 h : Rendez-vous à Beville-sur-Mer, à la ferme de Neuville.

Sous la présidence
du général de Grancey
et avec la participation
de J.-F. Chiappe

Renseignements :

Mme Lecorgne

109, du Champ-des-Oiseaux
76 - ROUEN